

La Bolivie se prépare pour les élections générales de 2019



La Bolivie se prépare pour les élections générales de 2019 au cours desquelles la droite tentera de reprendre le pouvoir et la gauche de le garder pour continuer à travailler pour le bien-être du peuple.

Jusqu'à novembre prochain, les partis politiques boliviens pourront inscrire leurs candidats aux élections primaires de janvier 2019 au cours desquelles ils devront choisir les binômes qui les représenteront dans la course à la présidence.

Le Ministère de l'Économie a approuvé près de 4 millions de dollars pour cette phase qui aura lieu pour la première fois dans ce pays sud-américain et au cours de laquelle les partis politiques éliront leurs candidats à la présidence et à la vice-présidence

Jusqu'à présent, deux figures se profilent comme adversaires : l'actuel président Evo Morales, pour le parti Mouvement vers le Socialisme et l'ex-président Carlos mesa, de droite.

Le peuple bolivien connaît très bien Carlos Mesa qui a été le vice-président de Gonzalo Sánchez de Lozada, considéré comme l'un des principaux tenants du néo-libéralisme en Bolivie.

Sánchez de Lozada a échappé du pays en 2003, après des manifestations gigantesques contre son gouvernement, manifestations qui ont fait plus d'une soixantaine de morts. Cette situation a conduit Mesa

au fauteuil présidentiel depuis lequel il a assuré la continuité de la politique de son prédécesseur.

Il a formé un cabinet de technocrates néolibéraux et il a pris publiquement l'engagement d'honorer au pied de la lettre les accords passés avec le Fonds Monétaire International, qui sont à l'origine de l'aggravation de la crise économique, de l'augmentation du chômage et de la pauvreté.

Mesa s'est également prononcé pour l'augmentation des exportations de gaz vers les États-Unis, pour la révision de la Loi des Hydrocarbures en complicité avec les transnationales qui saignaient à blanc le pays et pour la poursuite de la politique d'élimination de force des plantations de coca au Chapare.

Il est le candidat de la droite et il pourrait aussi faire l'objet d'un procès pour les délits de « résolutions contraires à la Constitution et aux lois », pour manquement à son devoir et pour conduite anti-économique dans une affaire concernant une compagnie chilienne à laquelle l'état bolivien a dû payer des indemnités millionnaires.

L'affrontement sera fort sur la voie vers les élections générales car la droite, pour essayer de faire oublier le passé de Mesa, intensifiera ses attaques contre Evo Morales qu'elle tentera de discréditer sans tenir compte des réussites économiques et sociales que les Boliviens ont obtenues grâce à lui.

La droite a déjà brandi la bannière de ses attaques : exiger le respect des résultats du référendum du 21 février 2016 qui rejettent la possibilité qu'Evo Morales brigue un nouveau mandat aux élections de 2019 bien qu'un arrêt constitutionnel ait reconnu l'année dernière le droit de l'actuel président d'être de nouveau candidat à la présidence.

Le gouvernement bolivien a déjà lancé une mise en garde contre une campagne lancée avec le soutien de l'Ambassade des États-Unis à La Paz dans le but de ternir l'image de l'état de la Bolivie qui est aujourd'hui l'un des pays de la région qui montre les plus grandes réussites dans la réduction de la pauvreté.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/174659-la-bolivie-se-prepare-pour-les-elections-generales-de-2019>



Radio Habana Cuba